

Patrice Farah

La fin des mauvais jours

(L'Avenir en commun, le programme
qui vous veut du bien)

Ce livre a été publié sur www.bookelis.com

ISBN : 979-10-227-9693-4

© Patrice Farah

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction,
intégrale ou partielle réservés pour tous pays.

L'auteur est seul propriétaire des droits et responsable du contenu de ce livre.

Remerciements

Je tiens à remercier les auteurs et contributeurs du programme « L'Avenir en commun », matière principale de mon livre, pour sa qualité tant rédactionnelle que qualitative. Il n'y a pas beaucoup d'autres formations politiques qui peuvent se targuer d'un programme aussi complet, réalisable, s'appuyant sur un modèle économique salué par des dizaines d'économistes renommés. Je remercie les députés de la France insoumise qui se battent sans relâche, tant sur le plan national qu'eupéen, pour la construction d'une société plus juste, plus équitable et plus écologique, et ce, contre une majorité appuyée par la droite et le Rassemblement national, qui prônent une société sécuritaire d'exclusion, de division, dans laquelle le salarié est ravalé au rang de producteur de richesses au profit des multinationales et des milliardaires qui s'enrichissent sans vergogne, au détriment du reste de la population. Une société dans laquelle le citoyen lambda est considéré comme un simple consommateur à qui on accorde une existence démocratique le temps d'une élection. Merci à Jean-Luc Mélenchon de porter, au quotidien et à chaque élection présidentielle, avec courage, ténacité et bienveillance, notre programme. C'est notre porteur d'espoir de la fin des mauvais jours. Un grand merci à mes camarades, aux élus et sympathisants de la France insoumise, pour leur immense travail sur le terrain. Chaque mètre carré de notre beau pays

est arpenté par ces valeureux et infatigables militants, afin de propager nos idées d'un monde meilleur.

Préambule

Je suis un citoyen lambda qui vient de subir les années 2020 et début 2021. Subir est, je le pense, le terme adéquat pour bon nombre d'entre nous. Nous avons subi la pandémie du coronavirus couplée aux mensonges et à l'incompétence du gouvernement, soutenus par la bêtise et l'arrogance de la majorité LREM. La pandémie a surtout mis en évidence les limites de cette politique ultralibérale qu'ont menée, depuis des décennies, les gouvernements successifs. Les entreprises et les commerçants, grands défenseurs du libéralisme et pourfendeurs d'interventionnisme étatique ont été les premiers à bénéficier de la manne de l'État providence ! Cette dernière a été saluée par tout le monde. Moi le premier. Mais quel sera le monde de demain, celui de l'après-pandémie ? Soit on repart avec ceux qui ont « saccagé » notre économie, nos libertés individuelles et collectives et notre environnement, soit on passe à une sixième République vertueuse, soucieuse de préserver nos services publics, notre démocratie et un bien-vivre ensemble. Je ne vais pas cacher que l'orientation de ce livre est plutôt du côté gauche de l'échiquier politique, du fait de ma qualité d'adhérent au mouvement de la France insoumise. Cette appartenance est l'achèvement d'un parcours politique m'ayant mené à militer au parti communiste et socialiste. La radicalité verticale du premier et la trahison du second envers les classes moyennes et populaires m'ont poussé vers un mouvement composé de

femmes et d'hommes animés par la recherche d'un avenir meilleur en commun. Mes dernières hésitations furent balayées, avec la rencontre d'un jeune militant passionné, qui depuis est devenu député, combattant sans relâche pour la sauvegarde de nos libertés et droits individuels et collectifs, mis à mal par ce gouvernement et sa majorité.

Mon ambition, au travers de cet ouvrage, n'est surtout pas de vous livrer in extenso l'ensemble du programme « L'Avenir en commun », mais d'essayer, avec peut-être quelques maladresses, mais avec cette foi militante chevillée au corps, de vous faire découvrir ce qu'il peut apporter de positif à ce monde de demain tant redouté, et aussi vous inciter à le lire. Soyez rassuré : il ne me vient pas à l'esprit, comme ces cyniques arrogants qui nous gouvernent « que les femmes et les hommes qui composent notre belle nation ne soient pas en capacité de comprendre un programme, et que c'est toujours de leur faute si leurs sinistres projets sont mal perçus ». Chaque thème abordé sera illustré par des extraits des propositions de l'excellent programme de la France insoumise. Je me permettrai aussi d'y ajouter des propositions personnelles. L'idée de ce livre s'est concrétisée à la lecture d'un article de Libération en date du 10 mars 2021, intitulé : « 2022 l'élection de la dernière chance pour le modèle social », écrit par Bruno A... Dans cette excellente analyse du péril que représenterait, pour nos services publics, la réélection de Macron ou l'élection de Marine Le Pen, une phrase pleine de bon sens a particulièrement retenu mon attention : *« Ce serait une bonne chose (l'auteur fait allusion à l'espérance qu'avait suscitée, chez certaines catégories de population, jeunes ou issues de l'immigration, l'élection d'un président jeune et réformateur). Il a en fait installé un gouvernement encore*

plus répressif et néolibéral que celui de la droite revancharde de 1986. On peut espérer que le temps des malentendus est passé quand on considère que les Français en majorité attachés à la préservation de leur modèle social envoient à l'Élysée, depuis au moins quinze ans, des politiciens dont l'objectif principal est de la démanteler. » Mon ouvrage peut aussi être considéré comme une suite ou la finalité à mon ouvrage précédent intitulé ironiquement : « Jean-Luc ou moi », dans lequel je faisais déjà référence au programme de la France insoumise, mais aussi, avec une immodestie assumée, j'exposais mes propres propositions, qui peuvent être quelquefois antagonistes avec celle de « L'Avenir en commun ». Persistant et signant, je vais me permettre, dans ce livre, de compléter certains thèmes et propositions par les miens.

Au-delà de l'abstention, sujet qui sera traité dans les pages suivantes, pourquoi la France penche-t-elle à droite et même à l'extrême droite ? Ce qui me vient à l'esprit en premier est : la trahison du parti socialiste, incarnée par le gouvernement Valls, sous la présidence Hollande. Mais, bien sûr, nous ne pouvons pas nous contenter de cette seule explication ! L'immigration et la sécurité sont, dans l'imaginaire des Français, l'apanage des courants politiques cités ci-dessus ! Les chiffres de la délinquance constatée par les forces de l'ordre ne traduisent pas l'évolution de la délinquance réelle. Cette dernière est sous-évaluée. Depuis 1990, le taux des crimes et délits a varié autour de 60 pour 1000 habitants. Ce chiffre rassemble des faits différents comme des homicides, des cambriolages, des agressions physiques en passant par des escroqueries. L'insécurité ne progresse pas, mais le sentiment d'insécurité oui. Il y a environ 75 ans, Hermann Göring, le lieutenant d'ADOLF

HITLER, a témoigné devant la cour d'appel de Nuremberg, demandant :

« Comment avez-vous fait accepter tout cela par le peuple allemand ? »

Il a répondu :

« C'était très facile, ça n'a rien à voir avec le nazisme, ça a quelque chose à voir avec la nature humaine. Vous pouvez le faire dans un régime nazi, socialiste, communiste, dans une monarchie et même dans une démocratie. La seule chose à faire pour asservir les gens c'est de les effrayer. Si vous parvenez à trouver un moyen de faire peur aux gens, vous pouvez leur faire ce que vous voulez ». Je ne peux pas m'empêcher de faire le parallèle avec cette incessante surenchère sécuritaire orchestrée par les gouvernements depuis près de trente ans et relayée, avec zèle, par l'ensemble des médias, qui stigmatise toujours la même frange de la population. Comme le disait si bien Machiavel : *« Celui qui contrôle la peur des gens devient le maître de leurs âmes ».*

Il ne faut pas être devin ou grand clerc, pour prévoir que la majorité qui sera au pouvoir après les élections présidentielles de 2022, héritera d'un pays en lambeaux, sous les effets conjugués du Covid et de cinq ans de règne de Macron et de sa bande de nuisibles. Que ce soit d'un point de vue économique, social, environnemental, tout sera à revoir ! Il faudra aussi ressouder une société fragmentée par cette course effrénée, de la part du gouvernement, pour doubler, par la droite, le Rassemblement national. Pour être bref : il y aura du pain sur la planche. Pour arriver à ce bel idéal, il est indispensable d'avoir une union de la gauche et surtout une stratégie pour amener les abstentionnistes vers

les bureaux de vote. Ces thèmes seront abordés plus loin dans mon ouvrage. Une chose est sûre, les Français ne font plus confiance à la classe politique ni d'ailleurs, ce qui est plus grave, aux fonctions régaliennes de l'État que sont la police et la justice. Il est plus que temps que nous retrouvions une démocratie égalitaire, dans laquelle les citoyens auraient leur mot à dire, et pas seulement le temps d'une élection. Il est urgent de moraliser le monde politique, en instituant des peines sévères, fermes et exécutoires, pour ceux qui auront détourné ne serait-ce qu'un seul euro d'argent public, et ceux qui se seront servis de leur mandat pour bénéficier d'avantages indus pour eux-mêmes ou pour leur entourage. C'est à ce prix que beaucoup de citoyens retrouveront, peut-être, le chemin des urnes, et celui plus abstrait de la démocratie.

Police - justice

La justice a été laissée à l'abandon par les gouvernants successifs. Ceux qui prétendent combattre la délinquance en votant des lois plus répressives les unes que les autres se heurtent à leurs propres contradictions. Ces ultralibéraux qui ne cherchent qu'à détruire le service public ne donnent pas à la justice les moyens nécessaires de les appliquer. Cette constatation vise principalement le système carcéral et la réinsertion. En ce qui concerne les prisons en France : le taux d'occupation oscille entre 120 et 208 % ! Il convient de mettre, une fois pour toutes, les moyens, afin d'en finir avec la surpopulation carcérale, en rénovant les prisons et en mettant fin au tout carcéral par des peines alternatives. Il faudra aussi recruter 2000 agents pénitentiaires. Les mineurs, les jeunes adultes et les primodélinquants, ne doivent, sous aucun prétexte, se retrouver enfermés avec des délinquants ou des criminels aguerris. Pour cette population, des centres fermés, avec un apprentissage obligatoire et une discipline basée sur la vie en communauté et le civisme, doivent être mis en place. Éviter le brassage des populations dans les maisons d'arrêt dans lesquelles, le plus souvent, s'effectue le prosélytisme religieux. Un effort devra être fait pour la réinsertion sociale dans les centres de détention. L'ensemble des détenus devra obligatoirement y avoir soit un travail, soit un apprentissage. Les activités culturelles et sportives ne devront pas être négligées. Au sein des maisons centrales, les criminels qui ont commis des crimes

particulièrement sordides, dont une liste sera établie, seront astreints à un régime de détention plus strict, sans aucune remise de peine. La question de la création d'établissements assimilés à des bagnes pour les terroristes et autres pourrait faire l'objet d'un référendum. J'ai pris l'habitude, le matin, de consulter la presse régionale. À la rubrique judiciaire, il y a souvent des comptes-rendus d'audiences. Je suis effaré de lire que certains multirécidivistes peuvent avoir fait l'objet de plus de vingt condamnations ! Il y a, à l'évidence, un gros problème au niveau du suivi et de la réinsertion d'individus qui ont purgé leur peine. Il est impératif d'éloigner de la société les personnes qui ne sont pas réinsérables. Une réflexion devra être conduite, afin de fixer un seuil d'acceptabilité d'un nombre de condamnations, en fonction de la gravité, pour une privation de liberté beaucoup plus importante à l'encontre du multirécidiviste. Je tiens à signaler, afin qu'il n'y ait pas d'amalgame, que ces trois dernières propositions ne font pas partie du programme de la France insoumise, elles sont strictement personnelles.

En ce qui concerne la justice en général, le constat n'est pas brillant ! La Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ) constate, dans son rapport 2020 que les États européens consacrent, en moyenne, 72 € par habitant pour leur institution judiciaire. Dans les pays dont le PIB par habitant est compris entre 20 000 € et 40 000 €, ce qui est le cas de la France, la moyenne s'établit à 84,13 € par habitant, alors que notre pays en dépense seulement 69,51 €. Cela se traduit par moins de magistrats du siège, et moins de personnel de greffe. Le déficit est encore plus conséquent en ce qui concerne les magistrats du parquet. Il faudra d'urgence recruter du personnel pour désengorger les